

ANNEXE 20. EFFETS SUR LES SOLS ET LES EAUX SOUTERRAINES

20.1. JUSTIFICATION DE L'ABSENCE D'ETUDE D'ORIENTATION

Vis-à-vis du fait générateur "environnemental" (décret sols → activités à risque), la présente demande de permis unique est dispensée d'une étude d'orientation.

En effet, au cadre 2.5.2. du formulaire général, les questions et sous-questions aboutissent à la dispense de l'étude d'orientation, malgré le **fait générateur des activités à risques pour le sol** (stations-services) car :

- a) Quel est le type de demande : *maintien en activité, avec ou sans extension des activités* ? La première voie d'imposition, lors du renouvellement de permis ("maintien en activité") est écartée, la demande ne visant pas le renouvellement de permis (aucun n'arrive à échéance)
- b) *La demande vise une extension ou transformation de l'établissement (permis demandé uniquement pour cette partie) ?* → La réponse est OUI, et amène à une sous-question : *"une ou plusieurs de ces activités (à risque) prennent-elles fin" ?* et la réponse est non, puisqu'elles sont autorisées jusqu'en 2035. La deuxième voie d'imposition est aussi écartée.

L'autre fait générateur potentiel d'une étude d'orientation est "urbanistique", via le formulaire "Annexe 8 à l'AGW gestion et assainissement des sols" de décembre 2018.

Ce formulaire est fourni en ANNEXE 15. (volet urbanistique de la demande). Il conclut à la dispense de l'étude d'orientation car :

II.2.1° la demande vise une modification de relief du sol, mais (s'agissant des terrains repris en pêche à la BDES), la modification de relief y est déjà permise et mise en œuvre : déblai de terre et pierre, remblayage (dit "back-filling") de stériles de carrière. Et l'activité de carrière proprement dite (extraction de la pierre, remblayage des stériles..) n'est pas considérée à risque pour le sol ;

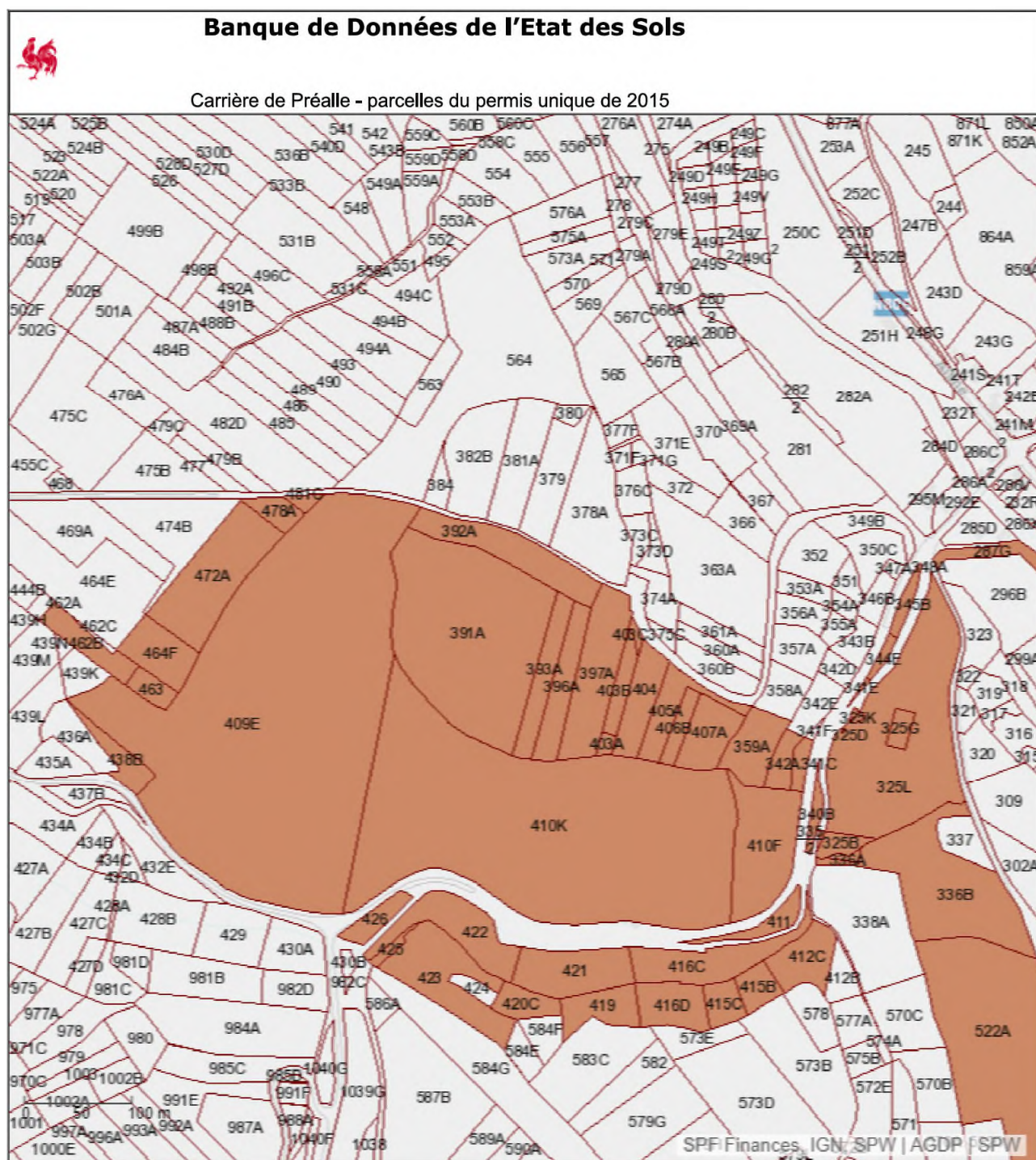
II.2.2° il n'y a pas de changement d'usage vers un type d'usage plus contraignant :

- La majorité des terrains repris en pêche ne changeront pas de "statut", même si via le permis ici sollicité le back-filling y sera étendu (via des stériles provenant de l'extension),
- Les terrains qui seront couverts par le projet de valorisation de terres exogènes (nouvelle activité sur le site = nouvelle rubrique de classement) sont déjà couverts par le permis unique de 2015 ayant autorisé l'extraction et le back-filling (en cours). Le remblayage de terres exogènes succédera au back-filling, sans changement d'usage vers un type d'usage plus contraignant (maintien du type III) ;
- Enfin, pour mémoire, la majorité des terrains de la demande, soit ceux situés au Nord du chemin n°6, ne sont actuellement pas repris en pêche à la BDES puisqu'ils ne sont pas couverts d'un permis. Ils ne sont pas concernés par le formulaire. Cela étant ils passeront d'un usage forestier ou agricole (respectivement type I et II) à un usage de carrière (type III).

20.2. STATUT DU SITE VIS-A-VIS DE LA BANQUE DE DONNEES DE L'ETAT DES SOLS

Comme le montre l'extrait de la BDES à la page suivante, les parcelles situées au Sud du chemin n°6 soit celles couvertes par le permis unique de 2015, sont reprises en couleur "pêche".

Cette inscription en pêche tient au fait que le permis autorise 2 "stations-services" et aires de lavage, activités à risque, qui sont pourtant bien définies géographiquement, et limitées assurément à la moitié Est de l'extrait.



Extrait de la BDES, février 2024. Les parcelles reprises en couleur pêche sont celles couvertes par le permis unique de novembre 2015. Plusieurs parcelles périphériques ne sont autorisées qu'en partie, mais la BDES les reprend en entier.

20.3. EFFETS PRESENTIS DU PROJET SUR LES SOLS

20.3.1 Imperméabilisation

Pas de risque d'imperméabilisation des sols : le projet ne prévoit aucun bétonnage, et les zones potentiellement compactées par les passages d'engins auront été préalablement décapées, donc le sol n'y sera plus présent.

20.3.2 Sensibilité à l'érosion

Le projet ne rendra pas les sols sensibles à l'érosion, puisqu'ils seront excavés. Les eaux de ruissellement étant dirigées vers l'intérieur des fosses de carrière par les pentes, elles n'éroderont pas les terrains voisins (ce serait potentiellement le cas si on remblayait au-dessus de la surface naturelle)n

20.3.3 Disparition de sols agricoles

Le projet engendrera effectivement la disparition de plusieurs hectares de sols agricoles. La question a été tranchée lors de la révision du plan de secteur : l'étude d'incidences relative à cette révision comportait une étude socio-économique, qui a objectivé les pertes par exploitant agricole.

20.4. EFFETS PRESENTIS SUR LES EAUX SOUTERRAINES : REMBLAIS DES TERRES DE TYPE III

La législation dite "arrêté gestion et traçabilité des terres" assure que les remblayages de terres exogènes se fassent dans des conditions strictes, empêchant que des terres polluées soient acceptées sur un site de valorisation. Cette législation est en vigueur depuis 5 ans, à la satisfaction de tous ¹⁷.

L'auteur de l'étude d'incidences a réalisé une **étude de risque** (jointe en ANNEXE 3 de l'EIE, volume "ANNEXES") qui démontre que le remblayage au moyen de terres de type III ne présente pas de risques pour la qualité des eaux souterraines, la santé humaine et les écosystèmes.

Pour rappel, les principaux effets du projet sur les eaux souterraines (rabattement de la nappe...) sont abordés à l'ANNEXE 12. .

20.5. RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE D'INCIDENCES ET POSITION DU DEMANDEUR

Les recommandations faites au chapitre 8 "Sols, sous-sols et eaux souterraines" de l'EIE ont été abordées en fin d'annexe 10 (programme d'exploitation) et d'annexe 13 (valorisation de terres exogènes).

¹⁷ sauf pour ses coûts, certains chantiers imposant de transporter les terres sur plus de 100 km.